

L'homme qui défend l'euro

Le président de la Banque centrale européenne dévoile son plan pour sauver l'euro

KHALID ADNANE

CHRONIQUE

Depuis quelques mois, Mario Draghi est devenu le symbole de la défense de l'euro. En l'absence d'un consensus chez les dirigeants politiques, il a été le seul à multiplier les déclarations, dans l'espoir de calmer les marchés et d'apaiser les tensions qui touchent les pays en difficulté, notamment l'Espagne et l'Italie.

Sa déclaration du 26 juillet dernier était significative à cet égard : avec grande conviction (et son éternel sourire en coin), il affirmait que son institution, la Banque centrale européenne (BCE), n'hésiterait pas à faire tout ce qui est nécessaire pour sauver l'euro, que la monnaie unique était irréversible et que le plan qu'il a en tête serait suffisant. Depuis jeudi, on connaît la portée de ce plan ainsi que ses limites.

Un plan audacieux

En effet, le 6 septembre à Francfort, M. Draghi a enfin dévoilé les détails de ce plan. Il s'agit pour la BCE d'effectuer, sur le marché secondaire, des achats d'obligations à court terme des pays fragiles (sans limite quantitative). Le but de ce programme d'intervention sur le marché des dettes souveraines est ultimement de ramener les coûts d'emprunt des États fragiles, comme l'Espagne ou l'Italie, à des niveaux raisonnables et soutenables. De plus, pour rassurer davantage les marchés, la BCE renonce à son statut de créancier privilégié dans le cadre de ces opérations et accorde à ses acquisitions le même traitement qu'à celles détenues par les créanciers privés.

Mais, préalablement à ce programme d'achat d'obligations, les pays qui voudraient en bénéficier devront faire une demande d'aide dans le cadre du Fonds européen de stabilité financière ou du Mécanisme européen de stabilité (FESF/MES). Cette démarche vise surtout à s'assurer que les pays demandeurs acceptent de se soumettre aux conditionnalités



THE ASSOCIATED PRESS

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a multiplié les déclarations en espérant calmer les marchés et apaiser les tensions qui touchent les pays en difficulté.

très strictes incluses dans le FESF/MES et qui impliquent, notamment, des réformes et des restructurations fondamentales à mettre en place.

C'est un plan audacieux de la BCE qui heurte l'Allemagne. Jens Weidmann, président de la Bundesbank, la Banque centrale allemande et ardent défenseur de l'orthodoxie budgétaire, n'a pas cautionné ce plan. Selon lui, les interventions de la BCE déformeraient le rôle de l'institution et exposerait les pays de la zone à d'autres problèmes majeurs comme celui de l'inflation.

Un appui inattendu

Mais M. Draghi ne pouvait choisir meilleur moment pour faire l'annonce de son plan. À peine quelques heures avant d'en dévoiler les détails, la BCE a reçu — indirectement — un appui considérable de la part de l'OCDE. En effet, dans un rapport intitulé *Quelles sont les perspectives économiques pour*

les pays de l'OCDE?, l'organisation révisé ses prévisions pour la zone euro en soulignant le contexte négatif qui continue d'y persister et les risques de dégradation économique qui planent sur celle-ci : contraction de l'activité économique, faible consommation privée, chômage élevé, finances publiques fragilisées et tensions sociales. Mais ce qui doit réjouir le plus M. Draghi dans ce rapport, c'est l'appel direct lancé à la BCE pour que cette dernière intervienne davantage afin d'apaiser les tensions dans la zone euro. L'OCDE estime que « les inquiétudes suscitées par la possibilité d'une sortie de la zone euro font grimper les rendements, ce qui renforce à son tour les risques d'éclatement ». Elle affirme aussi : « Il est déterminant de contenir ces inquiétudes. Pour ce faire, la BCE devrait intervenir sur les marchés obligataires afin de maintenir les écarts de rendement dans les fourchettes justifiées. »

En ce sens, le président de la BCE semble profiter d'un momentum face à ses détracteurs, comme M. Weidmann : devant son plan proposé, ces derniers n'ont aucune autre alternative à mettre sur la table excepté l'éternelle recette de l'austérité, recette sans grand succès jusqu'à maintenant.

Cependant, M. Draghi est un vieux routier aguerrri. Il sait que les actions posées par son institution ne sont qu'un élément parmi tant d'autres dans la voie du redressement et la stabilité économique de la zone euro. Plus encore, il est conscient que ces actions aussi significatives soient-elles, ne pourront jamais représenter une solution permanente à la crise qui assaille la zone euro, d'autant plus que des risques importants persistent dans le paysage.

Des risques en vue!

Le premier risque, plutôt contrôlable par son institution, est sans doute celui de la

responsabilité, ce qu'on appelle l'aléa (ou le risque) moral. En intervenant, à travers ce plan d'achats d'obligations, les pays aidés pourraient être tentés (comme l'Italie l'an dernier) par une forme de déresponsabilisation et abandonner aussitôt les réformes exigées et initiées. Dans ce cas, la BCE a un outil dissuasif, soit celui de couper le cordon financier aux États délinquants.

Le deuxième risque est plus compliqué à contrôler parce qu'il renvoie au clivage qui est en train de s'installer entre les pays riches et ceux moins riches de l'Europe. En effet, on constate une lassitude grandissante des citoyens du nord de l'Europe face aux différents plans d'aide destinés à soutenir les pays fragiles du sud. Dans un récent sondage réalisé par l'Institut Harris paru dans le *Financial Times*, on apprenait qu'à peine 25 % des Allemands pensent que la Grèce devrait demeurer dans la zone euro et 26 % seulement qu'elle remboursera ses dettes. Ce genre d'exaspération, qui mine le sentiment identitaire européen, est à surveiller parce qu'elle se transpose de plus en plus dans les débats politiques, notamment en période d'élections comme c'est le cas présentement dans les Pays-Bas.

Enfin, le troisième risque, le plus décisif, concerne la suite à donner aux actions prises par la BCE sur le plan politique. M. Draghi, (comme la majorité des observateurs), est d'avis que les dirigeants politiques de la zone doivent tôt au tard aboutir à une solution, à long terme, dans cette aventure de monnaie unique. Une solution médiane qui allie responsabilité et solidarité, redressement et relance, et qui passe par un fédéralisme renforcé dans la zone euro. Autrement, celle-ci continuera de vivre sous haute tension et l'avenir de la monnaie unique sera on ne peut plus incertain.

Un scénario pas très joyeux que M. Draghi, l'homme au sourire en coin, tentera assurément d'éviter!

Khalid Adnane est économiste et professeur à l'École de politique appliquée et au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke.

Les souverainistes trop divisés

J'ai scruté à la loupe les résultats de mardi dans les 125 circonscriptions.

Conclusion : je constate que s'il y avait eu un vote unifié des souverainistes vers un seul parti, le Parti québécois en l'occurrence, les résultats auraient été bien différents.

Élus pour le PQ, 77 députés; pour le PLQ, 34; et pour la CAQ, 14.

Imaginez avec cette hypothèse, les cinq circonscriptions de l'Estrie seraient du côté du pouvoir! François Legault et son candidat-vedette Jacques Duchesneau n'auraient pas été élus!

Trois ministres du PLQ auraient aussi mordu la poussière : Yves Bolduc, Raymond Bachand et Marguerite Blais. Pendant ce temps, les

fédéralistes unis remportent des victoires écrasantes.

Par exemple dans D'Arcy-McGee, le candidat libéral récolte 22 285 votes contre 1938 pour son plus proche rival de la CAQ. En pourcentage, c'est plus de 87 % du vote.

Dans Nelligan, la candidate élue a récolté 27 511 votes contre 7664 pour son rival de

la CAQ.

Dans Robert-Baldwin, Jacques-Cartier, Saint-Laurent et bien d'autres circonscriptions de l'ouest de Montréal, même écrasante majorité.

Les souverainistes n'ont pas besoin de réfléchir très longtemps pour réaliser que l'union fait la force.

Mais ils préfèrent les divisions et les chicanes entre

eux. Quand vont-ils comprendre que le Québec n'a pas besoin pour le moment de trois partis souverainistes?

S'il y avait eu un seul parti souverainiste mardi dernier, essayez donc d'imaginer l'euphorie provoquée par une victoire majoritaire!

Jean-Claude Grégoire
Sherbrooke